

(I)

STATUTS PROVISOIRES DU PARTI DE L'AVANT-GARDE SOCIALISTE

Préambule

Le parti de l'avant-garde socialiste (P.A.G.S.) est une association à caractère politique qui se place politiquement et idéologiquement sur les positions de principe de la classe ouvrière et du socialisme scientifique. Il oeuvre à réaliser l'alliance stratégique de la classe ouvrière et de la paysannerie laborieuse. Il défend les intérêts immédiats et fondamentaux de tous les travailleurs, manuels et intellectuels, ainsi que les intérêts légitimes des paysans, artisans et petits commerçants et ceux de la communauté émigrée. Il vise à éclairer et mobiliser l'avant-garde des forces du travail, de la science, de la culture et de la jeunesse. Il lutte pour créer les conditions de l'édification d'une société socialiste véritable. Son action est fondée sur la théorie du socialisme scientifique.

Le PAGS est une force de dialogue et d'action unie : il agit pour réaliser l'alliance de toutes les forces patriotiques autour d'objectifs communs, immédiats ou durables, en vue de résoudre les problèmes nationaux et ceux vécus quotidiennement par les citoyens. Se situant ainsi dans la continuité des meilleures traditions de solidarité et de luttes séculaires de notre peuple ainsi que celles du mouvement national et de la guerre de libération, le PAGS déploie ses efforts pour donner à l'indépendance le contenu social, politique et humain le plus conforme aux intérêts des masses populaires et du pays. Il prolonge et développe, dans des conditions nouvelles, l'action des communistes algériens depuis les années 20, notamment au sein de l'Etoile Nord Africaine (E.N.A.) puis avec la fondation du parti communiste algérien (P.C.A.) en 1936.

A l'étape actuelle, face aux difficultés objectives qui s'aggravent et se multiplient, le PAGS agit en faveur de l'unité d'action et de l'alliance la plus large de toutes les forces patriotiques autour de la réalisation des tâches nationales démocratiques en mettant à profit les acquisitions de la révolution scientifique et technique. Dans cet esprit et en accord avec les objectifs définis par la Loi, le PAGS lutte pour :

- la sauvegarde et la consolidation de l'indépendance et de la souveraineté nationales,
- la défense de l'intégrité du territoire en liaison avec la défense de la paix dans la région et dans le monde,
- le développement de la solidarité internationale des travailleurs et des peuples en faveur des causes justes, en particulier à l'échelle arabe et africaine,
- la promotion d'une coopération fraternelle dans l'intérêt des peuples du Maghreb,
- un système politique démocratique et l'exercice réel des libertés démocratiques basés sur le respect des droits de l'homme et du citoyen, sur l'Etat de droit, le multipartisme, l'esprit de tolérance et de dialogue, les libertés de conscience, d'opinion, d'expression, d'association et de réunion. Le PAGS se fixe aussi comme objectif la démocratisation de tous les aspects de la vie du pays, ce qui constitue un des moyens de renforcer la conscience patriotique et l'unité nationale dans sa diversité,
- le développement et l'efficacité de notre économie nationale en liaison avec le progrès social et culturel et la justice sociale. Pour cela le PAGS oeuvre notamment à faire des tâches économiques vitales et déterminantes pour l'avenir du pays, la base essentielle de l'alliance patriotique,
- la solution des problèmes aigus de la population et notamment des jeunes : pouvoir d'achat, emploi, formation, logement, etc.,
- l'épanouissement des valeurs et principes humanistes et progressistes de l'Islam, religion de notre peuple,

- l'épanouissement des caractères progressistes du patrimoine culturel de notre peuple dans la complémentarité de ses composantes (islamique, arabe et amazigh) en relation avec les cultures des autres peuples, condition d'enrichissement et de consolidation de notre personnalité nationale,
- l'utilisation, la modernisation et la promotion de la langue arabe, langue nationale, en vue d'en faire le support de la culture scientifique et technique, en liaison avec la nécessaire et judicieuse utilisation des langues étrangères,
- l'égalité effective en droits des femmes et des hommes qui est une des conditions et un puissant stimulant pour le progrès social et culturel de notre peuple,
- le rejet de l'intolérance, du fanatisme, du racisme et de la violence. Le PAGS agit pour la solution pacifique et constructive des problèmes.

* * *

Les présents statuts sont provisoires. Les statuts définitifs ainsi que le programme seront élaborés ultérieurement avec la participation des membres du parti et adoptés par le congrès du parti.

STATUTS

I. Conditions d'adhésion :

Article 1 : Est membre du parti de l'avant-garde socialiste (PAGS) toute Algérienne et tout Algérien, ayant atteint la majorité électorale, qui :

- . accepte, respecte et met en oeuvre ses objectifs, ses statuts et règlement intérieur et son programme,
- . adhère à une de ses organisations de base en s'engageant à militer et à s'acquitter régulièrement de ses cotisations.

Est considéré comme militant du Parti tout adhérent ayant été confirmé par un organisme de base après une période de stage.

Quiconque a collaboré avec l'ennemi pendant la guerre de libération nationale ne peut être membre du PAGS.

II. Droits et devoirs des adhérents :

Article 2 : Tous les membres du Parti ont le droit d'exprimer librement leur opinion au sein de toutes les structures du Parti et d'y être électeurs et éligibles.

Ils ont le devoir de participer régulièrement aux réunions et aux activités des structures dont ils sont membres, d'observer les règles de fonctionnement démocratique du Parti et d'avoir un comportement moral et humain digne et responsable.

Ils ont le devoir d'agir pour la défense des intérêts des travailleurs, des masses populaires et de l'intérêt du pays.

Article 3 : La vie organique interne du Parti est basée sur le centralisme démocratique qui permet la libre confrontation des points de vue, l'unité et la discipline dans l'action.

Le congrès du Parti définira les modalités concrètes de mise en oeuvre du centralisme démocratique en fonction des conditions de notre époque et de notre pays.

III. Structures :

Article 4 : En attendant les décisions du congrès, le parti est structuré en orga-

nismes de base, en structures territoriales et en structures nationales.

Article 5 : La cellule est l'organisation de base du Parti.
Tout membre du Parti adhère et milite dans une cellule.
Il existe des cellules locales, urbaines et rurales, des cellules d'entreprises et des cellules d'établissements de formation.

Article 6 : Les cellules d'une zone territoriale déterminée ou d'une grande entreprise peuvent être groupées en structures territoriales intermédiaires dont la configuration géographique et les fonctions seront déterminées par le congrès.

Article 7 : Le congrès est l'instance suprême du Parti.
Il est convoqué périodiquement tous les 2 à 5 ans.
Entre deux congrès ordinaires peut se tenir un ou plusieurs congrès extraordinaires.
La périodicité, ainsi que les modalités de convocation seront arrêtées par le prochain congrès.
Le comité central arrête les dispositions relatives à la tenue du prochain congrès.

Article 8 : Le congrès :

- débat et se prononce sur les rapports du comité central ainsi que sur tout document soumis à l'ordre du jour de ses travaux,
- décide de toute question se rapportant aux statuts, au programme et à l'orientation du Parti,
- élit le comité central et des structures de contrôle.

Article 9 : Le comité central est l'organisme dirigeant du Parti entre deux congrès.
Il est responsable de l'application du programme du Parti et des décisions du congrès. Il assure la gestion des biens et des finances du Parti.
Le nombre des membres du comité central, titulaires et suppléants, est fixé par le congrès.

Article 10 : Le comité central élit en son sein des instances exécutives chargées d'appliquer ses décisions et de diriger les activités du Parti entre ses sessions.
La composition et la définition des responsabilités des instances exécutives sont arrêtées par le comité central.

Article 11 : Entre deux congrès, le comité central peut convoquer des conférences nationales du Parti afin de procéder à un large examen d'une question particulière.
Le comité central fixe les modalités de convocation, de participation et d'organisation ainsi que l'ordre du jour de la conférence nationale.

Article 12 : Les modalités de désignation des organes exécutifs à tous les échelons et dans toutes les structures du Parti reposent sur le principe de l'élection démocratique. Le congrès en définira les formes concrètes.

VI. Le travail de masse :

Article 13 : Le Parti mène directement au sein des masses des activités de propagande et d'éducation, de recrutement, de mobilisation, d'organisation.

Article 14 : Les membres du PAGS adhèrent et militent au sein des organisations de masse telles que les syndicats de travailleurs et de paysans, organisation des moudjahidines, de femmes, de jeunes, d'étudiants, les unions professionnelles, les comités de quartier ou de résidents et les associations à caractère social et culturel, dans le respect de leurs statuts, de leur autonomie et de leur fonctionnement démocratique.

Article 15 : Le PAGS œuvre en faveur de l'action unie de toutes les forces patriotiques, démocratiques et progressistes autour d'objectifs momentanés ou durables à travers des alliances sous les formes d'organisation les plus appropriées.

Article 16 : Ne peut se prévaloir de représenter le PAGS à une élection publique (APC, etc...) que tout candidat régulièrement mandaté par le Parti.

V. Les moyens d'expression :

Article 17 : Le PAGS édite des ouvrages et périodiques d'information, d'éducation et de débat (revues, journaux, brochures et autres moyens et formes de communication de masse).

L'organe central du PAGS est "Saout Echaab" placé sous la responsabilité du comité central.

VI. Les finances :

Article 18 : Les ressources du Parti proviennent des :

- cotisations des adhérents,
- souscriptions, dons et legs,
- subventions prévues par la loi,
- activités de solidarité diverses de la part des sympathisants et des masses populaires,
- revenus liés à ses activités et à ses investissements non commerciaux.

Article 19 : Les cotisations sont perçues par les cellules. Cette tâche est une activité dont la dimension politique est importante car chaque membre du Parti sait que son Parti est celui de travailleurs aux revenus modestes. L'esprit de rigueur et d'initiative dans la gestion des ressources financières doit être permanent.

Article 20 : Le PAGS se prononce pour la transparence financière et comptable. Menant ses activités dans l'intérêt des travailleurs et des masses populaires il aura pour devoir d'informer l'opinion publique des besoins financiers nécessaires à ses activités et des efforts à mener pour y répondre.

Article 21 : En cas de dissolution volontaire et conformément aux dispositions légales, le congrès procède à la dévolution des biens meubles et immeubles du Parti.

VII. Les dispositions transitoires :

Article 22 : Les présents statuts, ainsi que le règlement intérieur qui sera mis en œuvre pour leur application, ont un caractère provisoire jusqu'à la tenue du prochain congrès du Parti.

Fait à Alger le 7 Dhou El Hidja correspondant au 20 Juillet 1989.

(II)

50 ANS DE LUTTE DU PARTI MARXISTE-LENINISTE DE LA CLASSE OUVRIERE ALGERIENNE POUR L'INDEPENDANCE NATIONALE, LE PROGRES SOCIAL, LA DEMOCRATIE, LA PAIX ET LE SOCIALISME

(RESOLUTION)

Au cours de l'année 1986, les communistes algériens, célébreront particulièrement 2 dates de l'histoire nationale récente. Ces dates sont des jalons marquants dans les 50 années de lutte de leur parti, le parti marxiste-léniniste de la classe ouvrière algérienne. Ils espèrent que les autres patriotes s'associeront à cette célébration. De leur côté, ils partageront le souvenir commun de beaucoup d'autres dates du mouvement national, avant et après l'indépendance.

En Octobre 1986, il y aura cinquante ans en effet que se tenait à Alger (Bab El Oued) le congrès constitutif du Parti Communiste Algérien (PCA) en Octobre 1936. Cet événement se déroulait dans une Algérie occupée et férocement exploitée par le colonialisme français, sous les lois racistes du "code de l'Indigénat" et dans un contexte international marqué par la montée du fascisme et les signaux de la deuxième guerre mondiale.

C'était là l'aboutissement des luttes anti-colonialistes intenses menées depuis les années vingt par les premiers noyaux communistes d'Algérie alors organisés au sein du Parti Communiste Français (PCF), en union avec les autres forces et courants patriotiques sur le sol national et dans l'émigration (l'Emir Khaled, l'Etoile Nord Africaine, les Oulémas, etc.). La constitution du PCA était conforme aux orientations de la 3e Internationale Communiste dont la création avait été impulsée par Lénine et le parti bolchevique. L'Internationale Communiste faisait en effet obligation aux partis qui y adhéraient d'impulser la constitution de partis communistes nationaux dans les colonies afin de lutter contre l'exploitation coloniale et pour l'indépendance. L'objectif de l'indépendance de l'Algérie était d'ailleurs clairement proclamé par le congrès constitutif du PCA.

La création du PCA était aussi le point de départ qualitativement nouveau d'une lutte longue, difficile, souvent héroïque pour les revendications sociales et démocratiques, l'indépendance nationale, l'internationalisme prolétarien et le socialisme.

En Janvier 1986, il y a vingt ans, dans les soubresauts et les contradictions des premières années de l'indépendance, la direction du PCA (interdit), en liaison avec l'adhésion au socialisme scientifique de ré-

volutionnaires issus du FLN ou inorganisés, engagea le processus qui a abouti à la création du Parti de l'Avant-Garde Socialiste d'Algérie (PAGS). Le PAGS s'efforce d'être l'héritier et le continuateur des meilleures valeurs du PCA et des autres forces révolutionnaires algériennes. Il a pour objectif de mener à bien la lutte pour achever l'indépendance nationale et engager notre pays dans la voie menant à la révolution socialiste.

Deux anniversaires donc qui situent deux phases dans l'organisation politique du mouvement ouvrier algérien, organisation qui a été et demeure une importante composante du mouvement national.

L'année 1986 permettra d'ailleurs de mettre en valeur les luttes âpres et multiformes menées par le mouvement national dont le mouvement ouvrier est partie intégrante. Le peuple algérien et ses nombreux amis dans le monde, tous les patriotes auront en effet à célébrer la fondation de l'Etoile Nord Africaine (1926), la tenue du congrès Musulman Algérien (1936), la création du Front Algérien pour la Défense et le Respect des Libertés (1951), la fondation de l'UGTA (1956), le déclenchement de la grève nationale des étudiants (1956), etc. Cela fera dix ans aussi que la Charte Nationale aura été adoptée par notre peuple.

Ces dates symbolisent de longues décennies de luttes politiques et sociales communes, qui ont fait reculer pas à pas le colonialisme oppresseur et fait mûrir les conditions de l'insurrection nationale du 1er Novembre. Leur évocation sera pour notre peuple et pour chaque patriote l'occasion de tirer les enseignements de ces luttes passées, pour les mettre au service des luttes actuelles. Ces luttes ont montré que la multiplicité et la diversité des organisations du mouvement national n'ont jamais été un obstacle à l'action. Elles l'ont au contraire amplifiées car ces organisations du mouvement national sont l'expression de la diversité des positions et intérêts de classe des différentes classes et couches sociales de notre société. Chaque fois que l'intérêt commun du moment est mis en avant face à l'impérialisme, l'ennemi commun, c'est ce dernier - hier colonialisme, aujourd'hui néo-colonialisme - qui est mis en échec. L'unité d'action se réalise alors, créant un enthousiasme mobilisateur qui mène à la victoire.

CINQUANTE ANNEES DE LUTTE

Les femmes et les hommes, ouvriers et paysans, jeunes et étudiants, intellectuels et cadres, qui rejoignent aujourd'hui le combat de la classe ouvrière en adhérant à son parti, se situent dans la lignée des militants qui, depuis des décennies, ont animé l'action de ce parti, se formant en son sein et formant à leur tour des forces nouvelles. Ce long et héroïque combat, les communistes l'ont mené et le mènent encore, dans les différents domaines de la vie nationale, sur la base des principes éprouvés du marxisme-léninisme et de l'internationalisme prolétarien, auxquels ils se sont toujours efforcés de rester fidèles.

1- Concernant LA LIBERATION NATIONALE, L'INDEPENDANCE ET LA LUTTE ANTIIMPERIALISTE les communistes, hier au sein du PCA, comme aujourd'hui dans les rangs du PAPS ont rempli leur devoir.

Dès avant même la constitution du PCA, les premiers noyaux communistes d'Algérie vont s'organiser dans la "Région algérienne du PCF" et s'attaquer au système colonial et à ses lois d'exception qui interdisent aux Algériens de faire partie d'un syndicat ou d'une organisation politique. Ils vont y ouvrir une brèche dès le début des années 1920 par laquelle se développe un mouvement national de plus en plus impétueux.

Notre première émigration, profitant de certaines possibilités démocratiques en France, est à l'origine de la fondation de l'Etoile Nord Africaine. La plupart des promoteurs de cette organisation patriotique nationale, la première à se fixer comme objectif l'indépendance de l'Algérie, sont des communistes Algériens membres du PCF.

Les communistes et leur parti ont pleinement contribué à créer et faire mûrir les conditions du déclenchement de l'insurrection du 1er Novembre 1954. Celui-ci les trouve préparés d'abord à se prononcer sur sa légitimité : ils ont été les seuls en tant que parti national à le faire dès le 2 Novembre 54 dans une déclaration publique diffusée par leur organe central, "Liberté".

Le déclenchement de l'insurrection les trouve aussi préparés politiquement à y participer. Dans les Aurès notamment, nombreux sont les communistes qui rejoignent ou aident les maquis de l'ALN, dès les premières semaines du soulèvement. C'est le cas de membres du Comité Central du PCA tels que Laïd LAMRANI, Mohammed GUERROUF, Sadek CHEBCHOUB et de militants de base, ouvriers et paysans. L'aide à l'ALN s'est faite également à travers la livraison d'armes prises par notre héroïque camarade Henri Maillot. Le PCA engage en même temps des actions propres avec l'organisation des combattants de la libération "CDL", notamment dans les régions où l'ALN n'est pas implantée. Cela s'est fait bien avant que

n'intervienne, en 1956, l'accord entre la direction du PCA et celle du FLN, pour l'intégration de ses combattants armés dans les rangs de l'ALN.

En maintenant son autonomie pendant la guerre de libération, tout en soutenant fermement l'action du FLN, le PCA n'a fait qu'assumer sa responsabilité devant la classe ouvrière algérienne et internationale. La justesse de cette décision a d'ailleurs été vite confirmée par le congrès de la Soummam (1956) qui, à côté de dispositions qui avaient pour objectif de faire avancer la lutte armée, a exprimé la volonté de maintenir les communistes dans un "cocon de chrysalide". C'était l'expression de la volonté de maintenir la classe ouvrière sous la tutelle des autres classes sociales. Il y avait donc danger de voir obscurcir les perspectives socialistes pour lesquelles le prolétariat s'est organisé.

L'action politique indépendante et unitaire du PCA, au niveau national et international, a renforcé la lutte de notre peuple et a développé la solidarité à son égard.

Les crises qui ont secoué le FLN et le pays dès avant l'indépendance justifient pleinement cette fermeté des communistes à sauvegarder leur autonomie d'organisation et de lutte contre les menées de l'impérialisme et de la réaction, pour apporter leur contribution efficace à l'édification du pays dans le sens des perspectives socialistes. Cela s'est matérialisé dans leurs activités multiformes au lendemain de l'indépendance pour l'élimination définitive des bases militaires françaises (Mers El Kébir, Bousfer,...), contre l'expérimentation de la bombe atomique française à Reggane, pour le soutien à l'autogestion agricole et industrielle, contre l'agression américaine au Viet Nam, pour la solidarité avec le peuple palestinien et les autres peuples arabes victimes de l'agression impérialo-sioniste, avec les mouvements de libération d'Afrique (Angola, Mozambique, Sahara Occidental...). Leur quotidien "Alger Républicain", qui reste vivant dans la mémoire de générations d'Algériens, a joué un rôle considérable aussi bien avant la guerre de libération qu'au lendemain de l'indépendance.

Les activités des communistes sont également connues dans différents autres domaines : soutien à l'ANP et au Service National, aux principales nationalisations (mines, banques, hydrocarbures,...), à la Réforme Agraire, luttes pour les droits sociaux, pour la démocratie révolutionnaire et pour des organisations de masse vivantes et dynamiques (syndicats, UNEA, UNJA, organisation des femmes, Assemblées des travailleurs...)

Les communistes ont donc pris une part importante, aux côtés des autres forces patriotiques, dans les efforts de notre peuple, qui, malgré certaines insuffisances parfois graves, ont tendu vers une ANP indépendante de l'impérialisme pour son armement et sa formation, un secteur d'Etat puissant au service du dévelop

pement et des besoins fondamentaux du peuple, une politique extérieure antiimpérialiste de plus en plus conséquente, des organisations de masse dont le caractère démocratique et représentatif allait grandissant, permettant ainsi de mieux défendre les intérêts de leurs adhérents et de mieux les mobiliser dans l'intérêt national.

C'est pourquoi le glissement à droite qui a cours dans notre pays depuis quelques années est particulièrement dangereux : car non seulement il met en cause les intérêts immédiats des couches laborieuses et populaires et même de certaines couches moyennes, mais il porte en lui la menace réelle de déboucher sur une remise en cause de l'indépendance politique du pays et des efforts en vue de sa libération économique. Il est le fruit de l'agressivité plus grande de l'impérialisme, de sa pression accrue sur notre pays, du poids économique atteint par les forces bourgeoises dans notre société et de la riposte encore insuffisante des forces patriotiques et antiimpérialistes.

C'est la raison pour laquelle les communistes luttent aujourd'hui pour la défense des acquis de l'indépendance et appellent les autres forces patriotiques à lutter dans le même sens.

2- Concernant L'UNION DES FORCES PATRIOTIQUES l'action des communistes ne s'est jamais démentie.

Ils ont été les soutiens efficaces de l'action de l'Emir Khaled et de la constitution du mouvement national moderne dès ses premiers pas. C'est aussi conformément à ce principe éprouvé du marxisme-lénisme qu'ils ont animé avec d'autres patriotes l'Etoile Nord Africaine. C'est ainsi également qu'ils ont été avec Ben Badis et d'autres personnalités et organisations patriotiques, les artisans du "congrès musulman algérien", en Juin 1936. C'est ainsi qu'à partir de 1946, ils ont proposé aux autres partis et organisations patriotiques la formation d'un "Front Démocratique" pour la libération du joug colonial et l'avènement d'une république algérienne. Ce qui a débouché en Juin 1951 sur le "Front Algérien pour la Défense et le Respect des Libertés". Leur appel du 1er Novembre 1953, une année jour pour jour avant le déclenchement de la guerre de libération pour un Front National pour l'indépendance va dans le même sens que cette action poursuivie avec passion en faveur de l'union patriotique face à l'ennemi commun : le colonialisme. Les réalisations, même éphémères, de cette politique unitaire dynamique, ont constitué une bonne préparation pour le mouvement de libération nationale de Novembre 1954.

Mais cette action unitaire était déployée aussi autour d'objectifs plus immédiats, liés à la vie quotidienne des masses populaires et des forces patriotiques : des alliances électorales aux comités de lutte

contre la répression (notamment après les tragiques événements du 8 Mai 1945 et après l'emprisonnement à El Asnam (Orléansville) des patriotes tunisiens en été 1954) en passant par les conseils d'administration des Médersas libres.

Depuis sa constitution, le PAGS, fidèle au même principe, oeuvre avec obstination pour le Front antiimpérialiste le plus large, fondé sur la mobilisation et l'unité d'action autour des tâches communes du moment et de l'étape. L'édification et l'efficacité d'un tel front passe par la mobilisation consciente et démocratique, par la possibilité pour toutes les classes et couches sociales concernées de pouvoir s'exprimer dans le cadre des intérêts nationaux, de la lutte antiimpérialiste et de l'édification économique dans le sens de l'indépendance nationale et du progrès social.

3- Concernant LES LUTTES ECONOMIQUES ET SOCIALES : on a souvent cherché à dénigrer les communistes et leur parti en appelant ce dernier "parti du pain", voulant par là nier leur contribution irréfutable aux luttes pour l'indépendance nationale.

Non seulement la dimension de la lutte pour l'indépendance a toujours été présente quelle que soit la force avec laquelle elle s'exprimait, mais les "luttes pour le pain" elles-mêmes étaient partie intégrante de la lutte pour l'indépendance. Elles ont contribué fortement à affaiblir le système colonial et à faire prendre conscience aux masses.

Cette reconnaissance de la place de premier plan qu'occupent les communistes et leur parti dans les luttes économiques et sociales n'est donc pas usurpée. Ils ont été ainsi à l'origine des luttes démocratiques contre le "code de l'Indigénat" pour arracher le droit pour les Algériens de s'organiser, de se syndiquer.

Avec eux, la CGT (Confédération Générale des Travailleurs) est devenue partie intégrante du paysage national. Elle était présente dans les villes : chez les cheminots et dans les transports urbains, chez les dockers, les mineurs (de l'Ouenza, de Tinezzit, du Zaccar, de Béni-Saf, etc.), dans les services communaux, etc... Elle était présente dans les campagnes sur les terres des colons où elle a rendu leur dignité d'hommes aux ouvriers agricoles algériens qui étaient avant elle taillables et corvéables à merci. C'est avec la CGT et les communistes que le 1er Mai s'est célébré de manière régulière et qu'il est devenu une journée de luttes particulièrement puissantes. Les communistes et le PCA ont animé les luttes des petits paysans et des paysans sans terre notamment dans les Aurès, dans la Mitidja, les régions de Tlemcen, de Ténès, d'El Asnam, d'Oued Souf. Ce n'est pas un hasard si la première coopérative de la Révolution Agraire a été installée en Novembre 1971 à Aïn Nehala, un des principaux bastions paysans du PCA.

Uni dans l'action à l'"Association des Oulémas", le PCA a mené des luttes intenses pour la défense de l'arabe comme langue nationale et de la culture arabo-islamique, contre ceux qui ont tout fait pour utiliser l'Islam à des fins réactionnaires. Avec le concours marquant d'intellectuels de renom, il a contribué à faire renaître la flamme de notre riche héritage culturel arabo-berbère, avec ses diverses facettes, enseveli sous les cendres de la déculturation colonialiste. Dès ses débuts, le parti des communistes a eu une presse en langue nationale.

Les étudiants qu'il influençait, avec à leur tête le chahid Ahmed Inal, au sein des "Etudiants Algériens à Paris", ont été les précurseurs de l'Union Générale des Etudiants Musulmans Algériens (UGEMA). C'est aussi grâce à l'activité bénéfique des étudiants communistes, que l'UGEMA fut la première organisation de masse de l'indépendance à sortir de la crise où elle a été plongée comme les autres organisations nationales par les affrontements fratricides de l'été 1962. Sur cette lancée, elle allait devenir l'Union Nationale des Etudiants Algériens (UNEA) qui a été un formidable champ d'enthousiasme pour les jeunes étudiants de l'indépendance et une grande école de civisme révolutionnaire. Malgré l'interdiction et la répression qui ont frappé l'UNEA, ses dirigeants et militants, elle a fait bénéficier de ses traditions d'engagement patriotique et de démocratie le mouvement du volontariat pour la Révolution Agraire.

Par son activité pour la libération de la femme et pour l'égalité entre l'homme et la femme, les communistes ont lutté et continuent de lutter, aux côtés des femmes et des hommes de progrès, en faveur du droit des femmes au travail, à l'instruction, à la dignité et pour une législation progressiste. Ils ont été parmi les artisans de l'institutionnalisation de la Journée du 8 Mars, journée internationale de la femme.

Le PAGS, continuateur de ces riches traditions, oeuvre sans relâche pour la défense des intérêts matériels, moraux et politiques de la classe ouvrière et des paysans laborieux, inséparables de l'intérêt national : pour la défense du pouvoir d'achat des travailleurs, pour une répartition plus juste du revenu national, pour des organisations syndicales démocratiques et représentatives débarrassées des exclusives stérilisantes et des pressions hégémoniques étroites ; pour une participation réelle et démocratique des travailleurs à la gestion et au contrôle des affaires des entreprises et du pays.

4- Concernant LA LUTTE POUR LE SOCIALISME, LA PAIX, L'INTERNATIONALISME PROLETARIEN, LA SOLIDARITE INTERNATIONALE : ce sont, là aussi, des axes de principe marxistes-léninistes qui orientent les actions des communistes et de leur parti.

La solidarité internationaliste active des communistes les a trempés et leur a valu en même temps la haine des colonialistes et des impérialistes : luttes contre la guerre du Rif (1921 à 1926), en solidarité avec la République Espagnole (1936-1939) avec des figures héroïques comme le commandant Rabah Oussid'Houm (mort sur le front de Madrid), contre le fascisme pendant la 2e guerre mondiale, en solidarité avec les patriotes du Viet Nam, de la Tunisie,....

Le "procès des 61" organisé en Mars 1941 par les Vichystes vaut à de nombreux militants et dirigeants des condamnations à mort (tel Mohamed Slimani, Paul Caballero, Lisette Vincent) et des centaines d'années d'emprisonnement. Son incarcération suite à ce procès a coûté la vie à Kaddour Belkaïm, secrétaire du PCA à l'époque. La haine des fascistes ne s'arrête d'ailleurs pas aux communistes, mais englobe aussi d'autres patriotes.

Le PCA a mené une intense activité pour la défense de la paix et en faveur de la signature de l'"Appel de Stockholm" contre la bombe atomique. Avec les autres organisations et partis politiques, il a fondé le "Comité Algérien de Lutte pour la Paix" dont une délégation commune a participé au 1er congrès mondial pour le maintien de la paix à Paris en 1949. Aujourd'hui le PAGS s'emploie à entretenir la flamme de la lutte pour la paix dans notre pays où elle est gravement sous-estimée et dont les quelques manifestations significatives sont étouffées sinon réprimées.

L'internationalisme prolétarien est un trait caractéristique des communistes et de leur parti. Pour nous communistes, dans le PCA comme dans le PAGS, ce principe découle du fait que nous considérons notre classe ouvrière et notre parti comme faisant partie du mouvement ouvrier international. Il découle aussi du fait que nous donnons un contenu de solidarité de classe et d'égalité aux rapports que nous entretenons avec les classes ouvrières et partis communistes et ouvriers des autres pays. Il découle du fait que les luttes nationales et internationales sont de plus en plus étroitement liées. Il découle enfin des luttes que nous menons pour faire jouer à notre pays son rôle dans la lutte antiimpérialiste globale.

Les communistes se font un devoir d'assurer la diffusion des idées du socialisme scientifique dans le pays pour les y enraciner comme ils contribuent à enrichir l'expérience du mouvement communiste et ouvrier international. Ils combattent les tentatives de dévoiement de ces idées vers un social-réformisme dont s'accommodent fort bien l'impérialisme et les exploités capitalistes. Ce socialisme dévoyé, encouragé par la social-démocratie internationale (française et ouest-allemande notamment) a toujours séduit et séduit encore

certaines secteurs dirigeants du mouvement national. Il s'est manifesté entre autres par l'adhésion, pendant la guerre de libération de l'UGTA à la CISL et de l'UGEMA à la CIECOSEC, organisations internationales scissionnistes à l'égard du mouvement syndical démocratique ouvrier et étudiant, manipulées par la CIA américaine. Il se manifeste aujourd'hui par cette tendance de "3e voie" illusoire et dangereuse pour l'indépendance du pays.

Les communistes se fixent comme tâche de faire connaître les succès des pays du socialisme réel, et particulièrement de l'URSS, en matière de développement national, économique, social et culturel. Cela permet de mieux éclairer les luttes quotidiennes de notre peuple par les perspectives concrétisées par nos frères de classe dans ces pays où ils ont établi le pouvoir de la classe ouvrière, empêchant de nuire les exploités nationaux et étrangers.

Cultiver l'amitié et la solidarité avec l'URSS, en tant que nécessité vitale pour notre propre libération nationale et sociale, constitue un axe important dans les activités des communistes hier et aujourd'hui.

HOMMAGE A NOS AINES

Tels sont les principes sur lesquels les communistes guident leur action et telles sont quelques unes des activités concrètes qu'ils ont menées et continuent aujourd'hui de mener.

Nos sentiments et notre raison sont remplis d'une lucide admiration pour ceux de nos aînés aujourd'hui disparus, pour leur esprit de résistance et leur fidélité à la patrie, à leur idéal et aux principes qui ont guidé leur activité. Ils ont personnifié cette action du parti des communistes durant ces 50 années de lutte.

De Kaddour Belkaïm à Mahmoud Latrèche, en passant par Rabah Oussid'Houm, Sadek Chebchoub, Fernand Iveton, Tahar Ghomri, Ahmed Inal, Maurice Audin, Nouredine Rebah, Taleb Bouali, Raymonde Peschard, Laïd Lamrani, Maurice Laban, Mohamed Guerrouf, Henri Maillot, Abdelqader Chouk'Hal, Ali Boudjakdji, Berreqqa Keddar et tant d'autres, ils sont nombreux à avoir fait leur devoir pour l'indépendance de la patrie, mais aussi pour que l'idéal socialiste soit la perspective de cette indépendance.

Nous rendons aussi hommage aux vétérans du PCA et notamment à ceux que leur santé déficiente, suite aux lourds sacrifices consentis et aux grandes souffrances endurées (certains ont subi des tortures, y compris après l'indépendance), empêche d'apporter une contribution plus grande à notre lutte aujourd'hui.

Ils ont mérité de la patrie et du parti. Leur tâche n'a pas été simple et l'action du parti, à côté de pro-

grès considérables, n'a pas été exempte d'erreurs et de faux pas : sous-estimation du fait national pendant certaines périodes historiques (notamment entre 1936 et 1948), prise de position sectaire vis à vis des événements du 8 Mai 1945 heureusement rectifiée, décision d'intégration des communistes dans le FLN en 1964. Mais il est de la nature du communiste et du parti communiste de regarder leur activité passée et présente avec exigence, à la lumière du marxisme-léninisme créateur. Sur cette base, ils n'ont pas craint et ne craignent pas de faire leur autocritique chaque fois que nécessaire, car c'est cette démarche qui permet de mieux armer les militants auxquels on passe le flambeau.

Puissions-nous aujourd'hui être à la hauteur de la tâche en nous inspirant de leur exemple !

ENCORE PLUS DE DYNAMISME DANS L'ACCOMPLISSEMENT DES TACHES !

La célébration du 50e anniversaire de notre parti survient au moment où des menaces de plus en plus précises pèsent sur les fruits de plus de vingt années d'édification nationale dans l'indépendance.

Par sa politique agressive, l'impérialisme, notamment américain, vise à intimider les pays en développement et leur mouvement de libération, à rompre le front de lutte liant ce dernier aux pays socialistes et au mouvement ouvrier international, à imposer le néo-colonialisme des pays libérés du colonialisme. Utilisant tous les moyens d'agression et de pression, y compris la menace nucléaire, il s'efforce partout de redonner l'initiative aux forces du capitalisme, de l'injustice sociale, de l'oppression nationale, de la réaction anti-populaire et anti-ouvrière.

Notre pays n'échappe pas à ce vaste plan de déstabilisation. Sous le couvert d'orientations de "3e voie" le glissement à droite menace les acquis économiques, sociaux, politiques et démocratiques de l'indépendance. En même temps, la réaction et l'impérialisme s'appuient sur des problèmes sensibles non résolus pour manipuler les masses croyantes et dévoyer leurs luttes et aspirations ainsi que celles concernant le développement démocratique des cultures populaires.

Ces dangers et ces manœuvres doivent être dénoncés et combattus. En plaçant cette année 1986, sous le signe du 50e anniversaire du parti marxiste-léniniste de la classe ouvrière algérienne pour l'indépendance nationale, le progrès social, la démocratie, la paix et le socialisme, les communistes et leur parti se mobiliseront pour mener de front et inscrire dans la réalité les tâches essentielles et inséparables de l'étape présente :

— Renforcer le lien de notre parti marxiste-léniniste avec les masses laborieuses, notamment avec la classe

ouvrière, pour l'y enraciner, pour en faire toujours plus un parti d'action au service de l'intérêt des masses et du pays, pour freiner le glissement à droite et créer les conditions d'un redressement vers l'orientation socialiste.

Dans cet esprit, les camarades, sympathisants et amis sont appelés à prendre les initiatives appropriées pour célébrer le 50e anniversaire tout au long de l'année en imprégnant toutes leurs activités de cette célébration. Nous faisons appel à leur créativité artistique et littéraire.

Les recrutements au cours de cette année se feront sous le signe du 50e anniversaire. De même une souscription active et permanente devra se faire sous ce signe pour augmenter les capacités financières et matérielles du parti. Les cellules du parti devront se donner des noms de martyrs et de combattants, communistes et autres patriotes, qui ont lutté pour la cause nationale et pour l'internationalisme prolétarien dans le monde. Des programmes de travail devront être élaborés pour leur rendre hommage et pour être digne de leur exemple.

- Réaliser et développer la large unité d'action de toutes les forces patriotiques où qu'elles se trouvent pour l'édification d'un puissant front antiimpérialiste intérieur, en s'appuyant avant tout sur la mobilisation large et démocratique des masses populaires, en faisant jouer un rôle moteur et rassembleur aux partis du socialisme.

- Renforcer le front antiimpérialiste à l'échelle du Maghreb, du monde arabe, de l'Afrique et au plan international. Un effort particulier devra être fait pour rapprocher dans les luttes contre l'impérialisme les masses laborieuses du Maghreb, et tout particulièrement les classes ouvrières et les partis communistes de nos pays. De même que nous devons développer des efforts importants et une grande force de conviction pour consolider et approfondir les liens de notre pays avec les pays de la communauté socialiste.

* * *

C'est à la réalisation de ces tâches, qui servent l'intérêt des travailleurs, des masses populaires et du

pays, que notre parti appelle tous ses militants, sympathisants et amis, à l'occasion de la célébration du 50e anniversaire. Cette célébration associe naturellement celle des autres dates marquantes des luttes sociales, politiques et nationales de notre peuple.

Le caractère patriotique et antiimpérialiste de l'ensemble de ces dates commémoratives doit nous inciter à en faire l'occasion d'initiatives et d'actions unies avec toutes les forces antiimpérialistes dans notre pays pour renforcer la lutte pour la défense des acquis de l'indépendance, de la paix et du progrès social.

Ce doit être l'occasion de multiplier les efforts pour faire reculer l'arme de la division, l'anti-communisme, si néfaste à la lutte antiimpérialiste, pour encourager l'exercice des libertés démocratiques, pour éviter les divisions secondaires et les sectarismes.

L'impérialisme en crise tente d'empêcher, même au prix d'une catastrophe nucléaire irréparable pour la survie de l'humanité, le passage inéluctable de l'humanité du capitalisme au socialisme.

C'est pourquoi la lutte de tous les peuples pour la paix est un obstacle à ses plans agressifs. Nous ferons de l'anniversaire de notre parti l'occasion de renforcer et multiplier les initiatives et les actions en faveur de la paix, de la coexistence pacifique et de la détente internationale.

- Nous appelons toutes les forces patriotiques de notre pays à se joindre à nous dans la célébration de l'ensemble de ces anniversaires nationaux.

- Joignons nos forces à celles des autres forces révolutionnaires mondiales en apportant une contribution plus grande dans la lutte antiimpérialiste et pour la paix à l'échelle mondiale et en faisant avancer la cause du socialisme dans notre pays.

- Poursuivons l'action unitaire quotidienne et multiforme pour forger le parti et en faire le puissant parti du socialisme scientifique apte à diriger et faire aboutir, dans l'alliance patriotique la plus large, la Révolution Socialiste.

Vive le 50e anniversaire du
Parti Communiste Algérien !

En avant pour l'édification d'un puissant
Parti de la classe ouvrière !

صَوْتُ الشَّعْبِ

لسان حال حزب الطليعة الاشتراكية في الجزائر
تأسست في 1966

Seût el Cha'b

Organe Central du PARTI de l'AVANT-GARDE SOCIALISTE d'ALGERIE

AU SOMMAIRE

. LUTTES DES TRAVAILLEURS	
. ET DES CITOYENS	P 3.4
. CHERTE DE LA VIE	P .5
. MITIDJA : PARADIS	
. DES SPECULATEURS	P .5
. L'ARABISATION :	
. L'AFFAIRE DE TOUS	P .6
. NOUS NE VOUS OUBLIERONS PAS...P	.9
. LIBAN - PALESTINE	P .10

LE PAYS DANS LA LEGALITE :

POUR MIEUX SERVIR NOTRE PEUPLE

Le 13 Août 1989, notre parti a déposé sa demande d'agrément pour la légalisation de ses activités. Ainsi, après une longue période (depuis Novembre 1962) de vie dans les conditions de la clandestinité, marquée tantôt par la répression tantôt par une relative tolérance, les communistes et leur parti s'appêtent à militer légalement conformément à la Constitution du 23 Février 1989.

D'autres formations politiques ont aussi exprimé leur intention d'activer dans le cadre légal.

C'est là une reconnaissance officielle du pluralisme social et politique qui caractérise de plus en plus notre société. C'est un acquis des progrès de la démocratie dans notre pays. C'est le fruit des luttes des larges milieux populaires et patriotiques qui ont connu une plus grande ampleur depuis Octobre 1988. C'est aussi le résultat des sacrifices consentis par de nombreux démocrates, et parmi eux les communistes, qui ont payé cher le droit à la liberté d'expression et d'organisation.

Cela s'inscrit dans le mouvement général actuel des peuples pour l'approfondissement de la démocratie.

Mais cet acquis reste encore très fragile.

DES QUESTIONS TRES PREOCCUPANTES

Dans leur vie quotidienne, les masses populaires aspirent à des résultats plus concrets du processus de démocratisation. Elles s'interrogent avec angoisse sur la situation actuelle du pays et sur les incertitudes du lendemain. Les masses et de très nombreux patriotes sont inquiets devant ce qu'ils constatent chaque jour :

- Au moment où des partis s'appêtent à activer légalement, des travailleurs, des militants et des syndicalistes se trouvent en prison à cause de leurs activités démocratiques et à partir d'une interprétation abusive et sélective de la loi ; des actes illé-

gaux et des atteintes à la dignité des citoyens continuent à être commis par certains services administratifs et de sécurité.

- La situation économique et sociale est difficile : stagnation ou baisse de la production industrielle ; malgré une production agricole en croissance, les prix connaissent une hausse vertigineuse ; baisse du pouvoir d'achat des larges masses laborieuses ; échecs scolaires, exclusions et chômage pour des centaines de milliers de jeunes ; problèmes du logement et de l'eau, etc.

Mais au moment où les déclarations des personnalités du pouvoir ou des partis insistent sur les difficultés économiques et financières, peu d'efforts sont engagés pour mobiliser réellement, sur ce terrain, les ouvriers, les paysans, les cadres et, en général, les producteurs et les gestionnaires. Alors que notre peuple a besoin de connaître la vérité sur la situation et les problèmes économiques, il ne rencontre le plus souvent que des déclarations qui le culpabilisent.

- Alors que la participation de plus en plus réelle des travailleurs et des masses aux choix du pays devient une nécessité, certaines forces continuent à pousser à l'exclusion des masses des conditions d'une vie digne. Les citoyens acceptent de moins en moins que les gros spéculateurs et trafiquants continuent impunément d'imposer leur loi et de dominer le marché, y compris celui des produits de première nécessité.

UNE SITUATION DANGEREUSE

Ainsi, le chemin de la démocratie n'est pas facile. C'est que les forces opposées à la démocratie, même si elles ne se proclament pas comme telles, continuent à occuper de fortes positions dans le pouvoir et en dehors du pouvoir. Ce sont ces forces qui pratiquent la tension et poussent à la répression antipopulaire. Elles veulent étouffer dans l'oeuf l'expérience démocratique.

(suite de la P.1)

tique naissante dans notre pays. Ce sont ces forces liées, d'une façon ou d'une autre, à la grosse spéculation et à divers privilèges, qui s'opposent au débat démocratique et responsable avec les masses, les cadres et les travailleurs. Ce sont elles qui, par leurs agissements, aggravent les difficultés réelles que rencontre notre pays sur le plan économique et social. Et le plus dangereux, c'est qu'elles tentent de démoraliser notre peuple et de lui faire croire que la situation est sans issue et qu'il ne peut plus rien faire. Elles s'efforcent d'utiliser chaque fois le "ras-le-bol" compréhensible des masses en usant à la fois de la propagation de rumeurs alarmistes, de la provocation, de la répression et de la manipulation.

DEJOUER LA STRATEGIE DE LA TENSION

Solidaires avec les masses dans leurs luttes pour améliorer leurs conditions de vie, les communistes agissent pour mettre en échec les provocations. Ils s'efforcent d'expliquer aux masses que les violences et les excès (comme par exemple le recours précipité et inconsidéré à la grève ou les casses qui portent atteinte à l'intérêt national) ne servent pas leurs intérêts. Au contraire, ce sont des prétextes donnés aux ennemis des masses et de la démocratie pour réprimer et faire diversion aux problèmes concrets qui attendent des solutions.

Les revendications légitimes des masses doivent être appuyées par des formes d'action responsables et réfléchies. De nouveaux moyens de lutte existent pour exprimer pacifiquement et avec esprit de dialogue la puissance du mouvement populaire. Les masses et les travailleurs apprennent et doivent apprendre à les utiliser. C'est cela le point de vue et la pratique des communistes au sein des masses.

Parceque les communistes et les démocrates véritables n'ont aucun intérêt dans le pourrissement de la situation. Parceque la classe ouvrière, les cadres, les petits et moyens paysans, les jeunes, les femmes, les petits commerçants et artisans ont besoin de l'approfondissement de la démocratie pour s'organiser et apprendre à mieux lutter, à mieux agir pour l'intérêt national et le progrès social. Parceque notre peuple porte en son sein des forces et des potentialités capables de venir à bout de ses difficultés.

C'est animé par cette conviction que notre parti aborde la nouvelle phase d'activité légale.

UNIR TOUTES LES FORCES PATRIOTIQUES

Nombreux sont les citoyens qui expriment leur préoccupation que les partis se lancent dans des luttes au

tour de problèmes secondaires pour notre peuple et qui risquent d'aboutir à l'effritement de nos potentialités patriotiques.

Pour éviter ce danger réel, des forces et personnalités politiques déclarent qu'il faut s'unir pour sortir le pays de la crise.

Aucune force ne peut y arriver toute seule.

Nous affirmons, quant à nous, que nous sommes prêts à discuter avec les partis et organisations sociales sur une base claire et concrète : pour échanger nos points de vue sur la situation et dégager des tâches communes que nous pouvons mener ensemble.

La situation exige des partis et de toutes les forces sociales patriotiques des actions unitaires concrètes d'abord autour des questions les plus urgentes. Elle exige le dépassement résolu des intérêts partisans étroits. Elle exige l'approfondissement de la pratique démocratique dans tous les domaines d'activité. Elle exige la culture du dialogue serein, constructif et de la concertation entre toutes les composantes socio-politiques patriotiques qui font la richesse de notre peuple.

Elle exige de tenir compte du développement de la situation internationale et régionale en encourageant l'action pour la paix, la coopération mutuellement avantageuse dans l'intérêt des peuples.

C'est ainsi que notre peuple et ses forces politiques les plus conscientes pourront parvenir à un ACCORD NATIONAL pour redresser notre économie, augmenter son efficacité, satisfaire les besoins prioritaires des citoyens et surmonter la situation de crise.

TRAVAILLEURS A L'AVANT-GARDE

Dans cette tâche patriotique décisive, le rôle des travailleurs conscients, manuels et intellectuels, sera important. Le PAGS les appelle à rejoindre et renforcer ses rangs pour qu'ils pèsent toujours davantage dans la mobilisation et l'action unitaire des forces patriotiques. Il les appelle à s'éduquer en permanence, à s'organiser pour être parmi les meilleurs défenseurs de la démocratie dans leur activité quotidienne au sein des masses.

Parti de la classe ouvrière et des travailleurs manuels et intellectuels des villes et des campagnes, le PAGS appelle toutes celles et tous ceux qui sont d'accord avec tout ou partie des objectifs qu'il s'assigne pour qu'ils lui apportent, sous différentes formes, matérielles, financières et morales, l'aide et le soutien dont il a besoin.

Il appelle tous ses militants et sympathisants à faire du parti un instrument vivant au service de l'action de plus en plus consciente et organisée des masses laborieuses.

LUTTES DES TRAVAILLEURS ET DES CITOYENS

Les travailleurs et les masses les plus larges continuent à être confrontés à une cherté de la vie sans précédent, aux inquiétudes les plus profondes face aux sombres perspectives d'emploi, de logement, de scolarité de leurs enfants, à la persistance des menées anti-démocratiques et parfois même à la répression.

Et de plus en plus souvent, ils agissent dans les unités de production, dans les quartiers et les communes, ils font entendre leurs voix pour imposer des syndicats représentatifs, arracher des revalorisations salariales, établir des répartitions équitables de logement... Il faut les écouter. L'intérêt du pays qui vit une situation économique et financière préoccupante, celui des travailleurs malmenés dans leur quotidien, exige d'établir et d'élargir rapidement les possibilités de dialogue et de concertation, d'accorder leurs droits aux travailleurs, de ne plus s'opposer au renouvellement démocratique des syndicats, de ne plus répondre à leurs revendications par la répression (comme ce fut le cas à Aïn Bénian, à Sorecal, à Celpap de Baba Ali, au port de Mostaganem etc.) ou par des licenciements (Taret, Honeywell-Bull à Alger, à l'imprimerie officielle...)

Nous dénonçons une nouvelle fois ces pratiques. Nous appelons à mettre fin à la répression, à la libération des détenus. Le pays a besoin de l'unité de toutes ses forces vives pour aider notre économie à sortir de l'impasse.

AIN-BENIAN : SOLIDARITE ET PREMIERS ENSEIGNEMENTS

Depuis notre communiqué du 30 Juillet 1989 dans lequel nous condamnions la répression des citoyens manifestant pour une juste répartition des logements, la campagne de solidarité populaire s'est élargie.

A Aïn-Bénian même, des délégations de citoyens ont rencontré diverses autorités. Ils ont diffusé des petites affiches avec comme mot d'ordre principal "libérez les détenus", rédigé en arabe, en tamazight et en français. Début Août, les commerçants ont baissé le rideau en signe de solidarité. Dans ce même esprit, près de 200 femmes de la localité ont manifesté.

Au tribunal de Chéraga, il y avait près de 800 personnes le 5 Août dont des dizaines de femmes qui poussaient des you you.

Le 1er Août, un membre de l'APC de la localité a adressé au wali de Tipaza une lettre ouverte pour dénoncer la répression et l'arbitraire et pour exiger la libération immédiate des détenus. Certains imams notamment lors du prêche du Vendredi, de nombreux citoyens, y compris des policiers ont participé à la collecte financière en faveur des familles des détenus. Un collectif d'avocats a été constitué.

Des actes de solidarité avec la lutte des citoyens de Aïn-Bénian se développent dans le pays.

QUELLES LECONS ?

Il est indispensable de répartir de façon juste les logements existants tout en accordant à l'avenir la priorité au logement social.

La répression ne peut étouffer cette double et juste revendication. Ainsi, le 26 Juillet 1989, pratiquement au moment même où les citoyens de Aïn-Bénian manifestaient, le "Comité des prétendants aux logements de Aïn Naadja" exigeait que les 100 logements soient

répartis selon des critères objectifs et avec leur participation. Le 5 Août, les habitants du Corso (Algérois) ont manifesté contre la répartition injuste de 102 logements. D'autres actions et faits semblables sont signalés un peu partout dans le pays.

Des forces veulent en vérité intimider la population sous les prétextes les plus divers. Elles veulent surtout bloquer le processus démocratique et l'intervention organisée et pacifique des travailleurs et des masses pour la solution de leurs problèmes qui sont ceux du pays. Comment expliquer par exemple que des citoyens de Aïn-Bénian soient recherchés alors qu'ils n'étaient pas présents au cours des manifestations ?

L'exemple de Aïn-Bénian a aussi démontré que la priorité accordée à une tâche concrète sensible a permis d'unir dans l'action un maximum de citoyens quelles que soient leurs opinions politiques et idéologiques.

DERNIERE MINUTE :

Au moment où nous bouclons le journal, nous venons d'apprendre que KASMI Youcef, un des citoyens de Aïn-Bénian, détenu à la maison d'arrêt d'El-Harrach, vient d'être licencié arbitrairement en date du 5 Août pour... abandon de poste. Il était chef de département animation et contrôle des prestations à l'Entreprise de Gestion Touristique au Club des Pins depuis 10 ans.

Nous protestons énergiquement contre ce double arbitraire et exigeons la libération de KASMI et sa réintégration à son poste de travail.

Exigeons-le ensemble ! Exprimons notre solidarité avec Youcef ! —

LES OUVRIERS SONT DES CITOYENS A PART ENTIERE

Leurs droits sont bafoués. Leur dignité est blessée. On les emmène, menottes aux mains. Ils sont jetés en prison, et condamnés. Ce sont des ouvriers, des travailleurs qui ont fait grève pour des revendications sociales et démocratiques légitimes. Deux exemples parmi les plus récents :

1 - Unité de distribution CELPAP (ex SONIC) : le directeur de l'unité avec la complicité de l'Union Communale UGTA d'Alger-Centre (UCAC) s'oppose à la volonté du collectif de choisir démocratiquement ses représentants et impose une Assemblée des Travailleurs (ATU) "maison", après une assemblée générale boycottée par les travailleurs (64 présents sur un effectif de 256).

Les travailleurs rejettent ces méthodes. Ils signent des pétitions, adressent un recours aux autorités, empêchent des délégations. En vain. Le 23 Juillet, ils déclenchent une grève pour se faire entendre. Dix jours plus tard, alors qu'à la suite d'un dialogue constructif engagé avec le Directeur Général nouvellement installé et une attitude plus ouverte adoptée par certains éléments de l'UW UGTA d'Alger, la reprise du travail était décidée, la répression abat sur les ouvriers. Le Samedi 5 Août, 14 d'entre eux sont arrêtés par la gendarmerie ; 9 sont emprisonnés et 5 laissés en liberté provisoire.

Malgré la période estivale au cours de laquelle a été exécuté ce mauvais coup, la riposte et la solidarité s'organisent. Un "comité de suivi du rassemblement des travailleurs" est constitué, qui alerte l'opinion publique ; la fraternité ouvrière s'exprime, 18000 DA sont collectés ; des avocats sont pris ; des démarches sont engagées.

2 - Unité SORECAL d'El Achour (Alger) : le 14 Août dernier, le tribunal condamne 8 ouvriers à 2 mois de prison avec sursis. Leur crime : avoir fait grève, début Juin, pour obtenir ce que la loi leur garantit en matière de sécurité sur les chantiers et en matière de primes (PRI et PKC) !

En Juillet, las d'attendre, ils se rendent en masse au siège de l'unité pour parler au directeur. Celui-ci fait verrouiller le portail, les empêche de rentrer et s'enferme dans son bureau. Les travailleurs entrent quand même, dans le calme. En réponse, c'est la répression : 8 travailleurs sont arrêtés. Ce sont eux qu'on a condamnés. Arbitrairement et pour l'exemple. Car au tribunal, personne n'a pu fournir la moindre preuve de leur culpabilité d'"atteinte à la liberté du travail" ni le directeur de l'unité ni le gardien. Trois d'entre eux, des syndicalistes, étaient en réunion à Tipaza le jour où se sont déroulés les faits. Ils ont quand même été condamnés ! C'est un déni de justice.

Exigeons la relaxe pure et simple pour les 8 !

ENIE DE SIDI BEL ABBES : L'ESPRIT DE RESPONSABILITE

"Nous militants et sympathisants du PAGS, travailleurs du complexe électronique, appelons nos collègues, amis frères et camarades, ouvriers et ouvrières, techniciens et agents de maîtrise, ingénieurs et cadres à l'analyse de la situation de notre entreprise et à la prise de conscience des dangers qui la menacent et qui menacent en même temps notre épanouissement, notre avenir, notre pain et celui de nos enfants".

C'est ainsi que commence ce texte diffusé en juin 89 qui, après avoir rappelé les acquis obtenus grâce aux efforts collectifs, souligne les graves dangers que connaît actuellement le complexe. Il précise :

"La réaction nationale alliée inconditionnelle de l'impérialisme profite de notre moindre petite défaillance pour mener à terme ses manœuvres.

Elle tente actuellement son plus grand coup qui consiste à nous diviser, à nous éloigner de nos objectifs communs, à nous rendre hostiles à notre outil de production, à notre gagne pain, pour mieux et plus facilement nous soumettre à ses visées d'exploitation".

Le texte se termine par des propositions pour redresser la situation du complexe.

DIRE NON A L'INTOLERANCE ! NON A LA VIOLENCE !

. A Ouargla, au mois de juin, un groupe de fanatiques met le feu, au nom de l'Islam, à la maison d'une mère de famille vivant seule avec ses deux enfants. L'un d'entre eux, âgé de 3 ans, périt dans les flammes.

. Dans la même période à Alger, des milices dites "islamiques" ont opéré des descentes dans certains bars et restaurants du centre-ville. Des vitrines ont été brisées et les clients menacés.

. Durant le mois de juillet et août, sur certaines plages du pays, des femmes qui se baignaient ont été menacées et parfois agressées. A Dellys, sur la côte algéroise, de fortes pressions ont été exercées pour que le port du short soit interdit.

. Des "lettres" sont publiées dans le courrier des lecteurs de certains organes de presse qui sont de véritables appels à la violence et à l'intolérance.

Dans les cas d'agression, la police est parfois intervenue et la justice a été saisie comme à Ouargla et Alger.

Mais ce dont le pays a besoin pour extirper les racines du fanatisme, de la violence et de l'intolérance, c'est un vaste mouvement d'opinion démocratique en faveur de la tolérance, la mobilisation massive et durable des larges couches de notre peuple attaché aux valeurs et principes humanistes et progressistes de l'Islam.

Disons non à la violence, non à l'intolérance, pour le respect de l'autre, le droit à la différence.

AGRICULTURE :

LA MITIDJA, NOUVEAU PARADIS DES SPECULATEURS ?

Quelle est la situation de l'agriculture dans la Mitidja après deux ans d'application de la nouvelle politique ?

Est-il vrai que les superficies consacrées aux céréales ont nettement baissé ? Certaines estimations parlent d'une régression de 50% environ des surfaces consacrées aux céréales dans la région de Boufarik. L'élevage aurait régressé et les fourrages verts cèderaient la place aux fourrages secs.

La culture du pois-chiche, elle, tendrait à disparaître.

La sécheresse n'est pas la seule cause de la régression de ces activités agricoles qui ont de tout temps occupé de grands espaces de la Mitidja.

L'insuffisance de pluies cause, comme partout ailleurs, des préjudices certains à l'agriculture. Mais de là à tout justifier par la sécheresse, l'argument est d'autant moins valable que l'irrigation a gagné du terrain, plusieurs centaines de demandes d'autorisations de forages ayant été agréées. Ces nouveaux moyens d'irrigation ont cependant surtout profité aux nouveaux affairistes agraires, ceux qui ont réussi à pénétrer la Mitidja suite à la répartition des terres des domaines. Dans les faits, cet essor de l'hydraulique a surtout stimulé les cultures spéculatives. La Mitidja semble s'orienter de plus en plus vers le maraîchage et les agrumes. Ce sont les cultures qui, aujourd'hui, rapportent le plus et qui sont en générale vendues sur pied. La recherche du gain facile semble être le levier principal de l'activité agricole dans cette plaine. C'est par exemple la ruée sur les cultures les plus rémunératrices à brève échéance.

Dans ces conditions, la Mitidja est devenue l'objet de luttes intenses : les affairistes et les anciens propriétaires de terres nationalisées dans le cadre de la révolution agraire menacent les patrimoines des exploitations agricoles collectives (EAC). Ces dernières se sont en outre trouvées au lendemain de l'application de la réforme, confrontées à une multitude de problèmes dus notamment à une répartition pas toujours judicieuse des terres et du matériel.

L'environnement n'est pas favorable à la paysannerie laborieuse. Les organismes de soutien à l'agriculture ne jouent pas convenablement leur rôle. Ils privent ainsi la terre de nombreux services. La banque agricole (BADR) pour sa part, semble jouer son propre jeu, agissant comme si elle voulait gérer elle-même les EAC, risquant d'hypothéquer d'ores et déjà leur liberté d'action et leur avenir.

HALTE A LA CHERTE DE LA VIE

Aller au marché, pour la ménagère ou le père de famille, devient une angoisse. Les produits de consommation courante, y compris de première nécessité (savon, huile, beurre, légumes secs et jusqu'aux pâtes) sont l'objet de pénuries fréquentes. Le recours au marché parallèle, curieusement bien approvisionné, devient une nécessité.

Le marché des fruits et légumes est assez bien fourni mais les prix, après une certaine accalmie en juin se sont remis à grimper en flèche.

D'habitude les hausses se tassent en été. Cette année la surchauffe des prix s'est maintenue même en plein août.

Cette hausse n'épargne, en réalité, aucun secteur. Les prix des transports ont augmenté, l'habillement est devenu hors de portée pour des couches de plus en plus larges de la population et jusqu'aux tabacs, alimets et journaux qui sont désormais soumis à d'intenses manœuvres spéculatives.

La vie chère impose déjà aux masses une austérité de plus en plus sévère : pas de viande pendant de longues semaines et parfois des mois, moins de légumes frais et moins de calories. Les conséquences et préjudices de tels sacrifices sur la croissance des enfants et leur état de santé, sur les capacités productives des travailleurs, sur l'équilibre de la femme enceinte sont directs.

La rentrée scolaire et les dépenses qu'elle occasionne vont encore aggraver cette situation.

Pourtant le gaspillage et les dépenses de luxe se poursuivent.

Pour lutter contre certaines menées spéculatives, l'application des mesures légales et administratives est indispensable. La mobilisation et l'action des citoyens l'est davantage. Organisons-nous dans les quartiers, les cités, les communes, et intervenons sous toutes les formes : associations de consommateurs, action unie avec les petits commerçants, grèves du couffin contre le diktat des gros spéculateurs parasites...

Conscients des enjeux, à des degrés divers, les fellows tentent de réagir. Ils essaient de dépasser leurs différends, ils organisent des regroupements, s'entraident pour défendre les EAC des convoitises. Ils commencent à donner de l'importance aux élections des organes de gestion des CASSAP (coopératives d'approvisionnement et de services).

La paysannerie de notre pays mène un double combat, difficile : défendre les terres face aux intérêts des gros affairistes et spéculateurs et relancer la production en la diversifiant.

Elle a besoin de l'aide et de la solidarité de la classe ouvrière et des larges secteurs de l'opinion patriotique.

ARABISATION DES FILIERES SCIENTIFIQUES ET TECHNOLOGIQUES : L'AFFAIRE DE TOUS !

En principe cette rentrée 1989-90 est celle de l'arabisation dans les premières années des filières scientifiques et technologiques de l'université. Cette mesure fait suite à l'arabisation totale du cycle d'enseignement secondaire entamée depuis plusieurs années.

Pourtant beaucoup d'enseignants, de parents d'élèves, de larges milieux patriotiques, s'interrogent et se posent des questions. Des milieux d'inspiration intégriste et baïthiste font de la surenchère et tentent d'aiguiser artificiellement les problèmes. De même, des milieux liés au néo-colonialisme français s'efforcent d'exploiter les inquiétudes. Que faut-il en penser et que faire ?

DES LECONS A TIRER

L'arabisation de l'enseignement des sciences sociales à l'université a démarré en septembre 1980 sans préparation sérieuse. Il en a résulté une déstabilisation du corps enseignant algérien francophone. Par ailleurs des cadres et des enseignants algériens ont été marginalisés ou perdus pour l'enseignement et la recherche, alors que leur formation leur aurait permis, dans de meilleures conditions, d'apporter beaucoup. Du temps, de l'énergie, du savoir-faire, ont été ainsi dilapidés. Dans les faits cependant, la responsabilité des enseignants francophones, y compris progressistes, n'est pas totalement hors de cause.

Dans le même temps, on sait que les filières arabisées regroupent, de façon majoritaire, des enfants issus de milieux modestes. Agir pour l'application du principe d'arabisation des filières scientifiques et technologiques c'est aussi, dans une certaine mesure, s'opposer à l'aggravation de la sélection sociale et sauvegarder la possibilité d'accès à l'université aux jeunes issus de ces couches sociales.

Ni les étudiants, ni les enseignants, ni l'université, ni le pays, ne doivent faire les frais des erreurs et des sabotages qui ont marqué la mise en œuvre de l'arabisation de l'enseignement. Un bilan de cette politique doit être fait.

Dans l'immédiat il s'agit de faire face à l'urgence de la situation dès cette rentrée en réalisant l'arabisation d'une manière qui renforce l'efficacité et la qualité de l'enseignement, son caractère démocratique et scientifique et non d'une manière qui les contrarie.

Pour cela, il faut que les enseignants, attachés à leur profession et à l'intérêt du pays, quelle que soit leur langue d'étude et de travail, se battent aux côtés de l'ensemble de la communauté universitaire, pour un plan d'arabisation spécifique à chaque institut qui soit démocratique (associant à son élaboration tous les concernés, enseignants, étudiants, admi-

nistration) et scientifique (tirant les leçons du bilan de l'expérience passée, fixant des objectifs réalisables et réunissant les moyens nécessaires) qui visera à :

1- L'arabisation simultanée des enseignants, des enseignements et des moyens pédagogiques. Parmi les tâches pédagogiques prioritaires des premières années, il faut intégrer une période d'homogénéisation linguistique des enseignants et des étudiants.

2- Instituer dès la 1ère année d'université des cours de terminologie en langue française et utiliser le langage symbolique mathématique universelle (en lettres grecques et latines) pour les formules et équations comme cela se fait ailleurs, pour faciliter l'accès à la documentation scientifique internationale. Cette mesure doit être généralisée à l'enseignement fondamental et secondaire.

3- Généraliser et développer en grand la traduction de la documentation scientifique et universitaire, veiller à sa disponibilité en quantité suffisante et à sa qualité.

4- Pratiquer le système des jumelages pour les enseignants et encourager leur arabisation, en évitant aussi bien l'attentisme que la précipitation.

LA TACHE DE TOUS

L'arabisation des filières scientifiques et technologiques, si elle est menée de façon démocratique peut contribuer grandement aussi bien au développement scientifique et technique du pays, qu'à l'essor de la langue arabe elle-même. Dans ce sens, c'est une tâche de tous les enseignants patriotes et en premier lieu des progressistes.

Quelle que soit la langue dans laquelle ils enseignaient jusqu'à présent, les enseignants doivent élever la qualité de leur enseignement en arabe et faire de la réussite de cette tâche leur affaire.

NOTRE SOUSCRIPTION PERMANENTE

Nous avons reçu des dizaines de souscriptions accompagnées de mots d'ordre dont beaucoup sont semblables. Nos camarades, nos amis, comprendront que pour des raisons de place, notre journal ne peut en publier qu'une partie :

- 1 000 DA : Pour notre parti.
- 15 340 DA : Pour "Saut Echa'ab" dans un habit neuf. (un collectif).
- 1 000 DA : Pour "Alger Républicain".
- 20 DA : Pour "Saut Echa'ab".
- 20 DA : Pour la liberté d'expression et la tolérance.

(suite P.9)

REFORME DE L'ENSEIGNEMENT

RESOUDRE LES VRAIS PROBLEMES

A la dernière Conférence Nationale sur la réforme de l'enseignement (Juin 1989), un groupe d'enseignants, non mandatés par leurs collègues, a pris d'assaut la direction des travaux.

Il a pu ainsi imposer ses points de vue étroits, en prétendant que c'était l'avis de la masse des enseignants. Parmi ces points, on peut citer : l'interdiction de la mixité et de l'enseignement en langue française, l'augmentation du volume horaire de l'éducation islamique (au détriment des matières scientifiques ?) et la suppression du cours de philosophie.

On peut s'interroger sur les objectifs de ce groupe et plus généralement de ceux qui dans l'enseignement, dans l'information, dans la culture et ailleurs, oeuvrent dans les faits à marginaliser des masses importantes de citoyens, à tirer un trait sur des acquis scientifiques, pédagogiques, professionnels importants, et sur une somme de savoir-faire et d'expérience, qui doivent au contraire être préservés, développés, fructifiés.

Ces milieux tentent depuis des mois d'imposer leur conception par les pressions, l'intimidation, la manipulation, les menaces, le terrorisme idéologique avec le soutien ouvert de certains organes de presse.

Ils agissent en liaison avec les courants intégriste, baathiste et avec certains courants étroits du FLN. Ils veulent diviser les enseignants qui ont des problèmes communs (classes surchargées, mauvaises conditions de travail, logements, etc.) quelles que soient leurs opinions politiques et idéologiques, et à empêcher que s'unissent dans l'action enseignants, élèves parents d'élèves. Ils tentent de faire de la question de la langue et de la religion, que personne ne menace, une véritable diversion par rapport aux problèmes décisifs que connaît le pays. Ils visent dans les faits, à freiner le processus démocratique qui menace leurs positions hégémoniques. Or c'est seulement dans le cadre d'un plus grand climat démocratique que s'épanouit et la langue arabe et ce qu'il y a de meilleur dans la civilisation islamique.

Ces manoeuvres ont été facilitées par la période au cours de laquelle le projet de réforme a été soumis au débat : les enseignants étaient mobilisés par les compositions du 3ème trimestre, la préparation des examens, le passage des élèves aux classes supérieures. Ce qui explique que beaucoup d'entre eux aient protesté et exigé que la discussion soit reportée à la prochaine rentrée scolaire.

La réforme de l'enseignement ne peut être menée de façon expéditive et sommaire. Dans de telles condi-

ENSEIGNEMENT :

POURQUOI CES DEPERDITIONS ?

Prés de 200 000 lycéens ont échoué au baccalauréat cette année. La majorité d'entre eux se retrouve à la rue, désespérant de trouver une formation ou un emploi. C'est un véritable deuil pour les jeunes concernés et leurs familles, en particulier dans les quartiers et cités populaires.

Il faut faire face à cette situation, définir des objectifs à court et moyen terme et agir pour leur réalisation. Certains d'entre eux peuvent être mis en oeuvre dans l'immédiat et sans grands investissements. Il s'agit notamment de :

- l'ouverture dans les collèges et lycées de cours du soir au profit des élèves des classes terminales, de la 9ème année fondamentale et des exclus des autres classes.
- l'utilisation de la radio, de la télévision et de la presse écrite pour donner des cours complémentaires et des cours de rattrapage destinés aux élèves des différentes classes d'examen.
- l'ouverture de sections réservées à ces jeunes dans les universités et les instituts, les maisons de jeunes, le soir en jours de semaine et les jeudis après-midi.
- l'élargissement et le développement des structures et capacités de formation de techniciens supérieurs réservées aux élèves de niveau de 3ème année secondaire.
- Une meilleure utilisation des enseignants, de leur qualification, de leurs compétences et de leur temps de travail.

Plus que cela, il faut aider les élèves exclus à s'organiser, à défendre eux-mêmes collectivement leurs revendications légitimes quant à la possibilité de poursuivre leurs études et d'obtenir une formation.

ons, comme on l'a vu, elle favorise les menées des milieux obscurantistes et anti-démocrates. La réforme concerne les enseignants, qui ont accumulé des trésors d'expérience. Elle concerne aussi les élèves et les parents d'élèves.

Mobilisons toutes ces forces pour :

- résoudre les problèmes les plus urgents de l'enseignement, en particulier les déperditions scolaires et les mauvaises conditions de travail et de formation des enseignants,
- consolider la démocratisation de l'enseignement et en élever en permanence le niveau, c'est-à-dire contrairement à tout projet d'un enseignement de classe, créer les conditions pour l'accès du plus grand nombre à un enseignement de qualité.

CENTENAIRE DE LA NAISSANCE DE BEN BADIS

INSPIRONS NOUS DE SON ESPRIT DE TOLERANCE ET D'OUVERTURE

L'Imam ABDELHAMID IBN BADIS était un illustre représentant du courant réformiste religieux éclairé.

Il a oeuvré à la diffusion de la science et du savoir, luttant contre le maraboutisme, la sorcellerie et le charlatanisme. Il n'a pas hésité à ouvrir les portes des écoles qu'il a créées à tous les algériens garçons et filles, sans distinction, afin qu'ils étanchent côte à côte leur soif d'apprendre. De la même façon, il n'a pas hésité à ouvrir les portes de ses écoles aux différents courants du mouvement national. C'était réellement un exemple d'esprit d'ouverture et de tolérance, bannissant la division, l'intolérance et le fanatisme.

C'est notre parti qui a pris l'initiative en avril 1970, de célébrer le trentième anniversaire de la mort de l'Imam IBN BADIS. Depuis, la date du 16 avril est devenue "Youm El Ilm" ("la journée de la science") célébrée officiellement, à la mémoire d'IBN BADIS.

En cette année centenaire de la naissance de l'Imam nous appelons toutes les forces patriotiques, démocratiques et progressistes à célébrer cet anniversaire avec l'éclat et la considération qu'il mérite et non pas de façon formelle et conjoncturelle seulement par des discours et conférences... Il faut en effet s'inspirer de son exemple et faire revivre son esprit de tolérance et d'unité face aux partisans du fanatisme, de la division, du terrorisme intellectuel, ces nouveaux marabouts qui se drapent du manteau de la religion pour semer l'obscurantisme.

RECTIFICATIF :

Nous avons écrit par erreur dans notre numéro du mois d'avril 1989 que l'Imam ABDELHAMID IBN BADIS avait rencontré DJAHAL EDDINE EL AFGHANI. En fait - et nos lecteurs l'auront compris - il ne l'a pas rencontré mais a rencontré ses idées réformistes qui s'étaient répandues dans le monde musulman.

LE MOUVEMENT CULTUREL BERBERE

Le Mouvement Culturel Berbère (MCB) a tenu avec succès son deuxième Séminaire du 16 au 24 Juillet. Il est apparu comme un large rassemblement démocratique d'une jeunesse engagée dans la défense et la promotion de la langue et de la culture Tamazight.

Les centaines de participants (à la moyenne d'âge de 25/26 ans environ) venus de différentes wilayas du pays, les multiples associations sociales et culturelles ainsi que les différents partis politiques, dont le notre, qui ont répondu à l'invitation des organisateurs, ont marqué les travaux de ce séminaire d'une at-

mosphère de démocratie, de tolérance, y compris au plan linguistique : les orateurs se sont exprimés sans problèmes en arabe, tamazight et français.

Les travaux ont débouché sur des résolutions dont le contenu est pour l'essentiel positif.

Le MCB s'est doté d'un cadre d'organisation souple, démocratique et indépendant de la tutelle de toute formation politique.

Ces travaux contribuent à vivifier la culture tamazight partie intégrante de notre personnalité nationale. Ils renforcent le processus démocratique.

A PROPOS DU STATUT DES ORGANES DE PRESSE EXISTANTS

De nombreux lecteurs nous ont demandé de préciser notre position sur cette question. Nous rappelons que celle-ci est clairement exprimée dans Saut Acha'b N° 176 du 15/06/89 qui a rendu publique l'appréciation de notre parti sur divers projets de loi dont celui sur l'information.

Nous écrivions notamment en page 2 :

(...) "Le projet manque de clarté en ce qui concerne l'aide que l'Etat devra mettre en oeuvre pour concrétiser ces nouveaux acquis politiques démocratiques et reste muet sur le devenir des organes actuels de la presse écrite. Il ne précise pas la question de savoir si ces organes font ou non partie du secteur public.

Dans ces conditions on ne peut qu'exprimer des interrogations quant à la précipitation avec laquelle, avant même que l'APN tranche la question, le sort de deux grands quotidiens nationaux "Echaâb" et "El-Mou-

djahid" semble avoir été décidé par une "affectation" en faveur du FLN. Dans quel cadre entre cette "mesure" ? Comment seront garantis les droits socio-professionnels et d'expression des journalistes en fonction ? Etc..." (...)

"(...) Compte tenu de la complexité du problème, aux plans théorique, politique et pratique et de la nécessité d'éviter de trancher dans la précipitation, nous proposons pour la presse écrite sous tutelle actuelle de l'Etat, une période de transition avec maintien de son statut actuel (ou la mise en place de sociétés de rédacteurs). Elle permettrait de mettre à l'épreuve sa viabilité. Dans tous les cas, la sécurité de l'emploi des journalistes en exercice ou en formation doit être garantie. Toute solution doit prendre en compte cette exigence."

QUELQUES ACTIVITES DE NOTRE PARTI

Notre parti a participé à des tables rondes avec d'autres formations politiques comme celles d'Oran et de Constantine organisées à l'initiative d'universitaires démocrates. Il a répondu à l'invitation du Mouvement culturel berbère en y envoyant une délégation qui a exposé notre point de vue sur la culture tamazight.

A la base et à différents niveaux les camarades ont pris des initiatives multiples.

Le 13 Août notre parti a déposé son dossier de légalisation. La presse officielle a publié le communiqué qu'il a diffusé à cette occasion. Le journal "El Massa" a publié un article relatant un historique bref et assez objectif de la vie de notre parti.

Notre parti rendra publics dans un proche avenir les statuts qui ont été déposés ainsi que la liste des fondateurs.

POUR LA REPARATION D'"ALGER-REPUBLICAIN"

Le 29/06/89 s'est tenue, à l'initiative d'anciens responsables et journalistes d'"Alger-Républicain" une assemblée générale constitutive de l'"Association des amis d'Alger-Républicain". Plusieurs centaines de citoyens, jeunes et moins jeunes, ont participé à l'événement. Ils ont adopté les statuts et élu la direction de cette association qui se fixe comme but de mobiliser le plus grand nombre en vue d'apporter un soutien moral et financier au projet de réparation d'"Alger-Républicain". "Saut Echa'ab" souhaite plein succès à ces efforts et un retour rapide à notre confrère.

NOTRE SOUSCRIPTION PERMANENTE (suite)

- 100 DA : Pour le mouvement populaire à El Milia.
- 50 DA : A bas la bourgeoisie parasitaire.
- 50 DA : Non à l'hypocrisie, le peuple n'est pas dupe !
- 10 DA : Pour le triomphe des travailleurs et de leur parti.
- 40 DA : Pour "Saut Echa'ab".
- 10 DA : Pour la formation des jeunes.
- 10 DA : Pour le droit au travail.

SOLIDARITE AVEC LE PEUPLE KURDE

Les autorités irakiennes vivent à l'heure actuelle les zones frontalières avec l'Iran de leurs populations kurdes, en particulier, et arabes en général. Cette politique s'inscrit dans les plans chauvins qu'elles ont conçus contre le peuple kurde. C'est ainsi que le régime sanguinaire irakien a imposé une politique d'émigration forcée et une politique de la terre brûlée au Kurdistan, en rasant environ 4000 villages et en exterminant 5000 citoyens Kurdes à l'exemple des bombardements à l'arme chimique de la ville de JELBA-YA en 1988.

NOUS NE VOUS OUBLIERONS PAS

Comment dire ce que nous avons ressenti ce 12 juillet au matin en apprenant le crime odieux et crapuleux dont a été victime notre camarade de Aïn Benian Gaby PASCAUD à l'âge de 78 ans.

Comment dire ce que nous avons ressenti, les larmes, les sanglots retenus, les sentiments d'horreur et d'impuissance. Gaby notre camarade si douce, si gentille, si attentive... Cette femme aux yeux bleus resplendissants, jeune et pleine d'ardeur malgré l'âge et les souffrances, malgré une vie de lutttes à la fois dures et enthousiasmantes.

Gaby a commencé à travailler très tôt, à l'âge où l'on fait des rêves d'enfants. A 13-14 ans elle connaît déjà la dure exploitation capitaliste, en tant que femme de ménage puis en tant qu'ouvrière.

Gaby est venue au parti "comme on va à la source", pour vivre et pour lutter.

Avant comme après 1954, elle milite activement au sein du parti communiste algérien (PCA). Pendant la guerre de libération nationale elle assurait à Alger des tâches importantes au sein du PCA. Elle est arrêtée, torturée et emprisonnée à SERKADJI.

Après 1965, elle poursuit son combat au sein du PAPS, son parti, dont elle disait : "Il est mon soleil sans lequel je ne peux pas vivre".

Quelques mois auparavant, son mari, Jeannot, nous avait quitté à la suite d'une longue maladie. Ouvrier, il avait adhéré il y a plus de 40 ans au PCA. Lui aussi a été arrêté et torturé pendant la guerre de libération nationale. Lui aussi a poursuivi la lutte au sein du PAPS jusqu'au dernier moment.

Couple admirable de camarades qui ont aimé l'Algérie, leur pays, qui ont beaucoup donné pour leur parti sans jamais rechercher autre chose que la joie du devoir militant accompli.

Les camarades PASCAUD étaient connus et respectés, en particulier par la population d'Aïn Benian et d'El Djamila (ex-La Madrague, Algérois) pour leur passé révolutionnaire et leur modestie. Cette population leur exprimait ces sentiments par mille et un gestes, comme sait le faire notre peuple, par exemple en leur offrant leur part de gâteaux à l'occasion de l'Aïd El Fitr, Aïd El Adha et à l'occasion d'autres fêtes.

Nous ne vous oublierons pas. Nous parlerons de vous aux jeunes générations. Vous revivrez dans leur cœur comme une braise ardente.

Où que nous soyons, exprimons la plus vive protestation contre la politique de répression sanguinaire et monstrueuse menée à large échelle par le régime dictatorial irakien contre les peuples Kurdes et Arabes et leurs forces nationales et démocratiques.

SOLIDARITE AVEC LE PEUPLE LIBANAIS

Les destructions démentielles et la mort ne cessent de faucher les enfants du Liban à quelque parti qu'ils appartiennent, malgré les efforts déployés de tous côtés et en dernier lieu par la commission arabe tripartite (Arabie-Séoudite-Maroc-Algérie).

L'étroitesse des perspectives, les calculs politiques à courte vue et l'esprit hégémonique ne peuvent qu'aggraver la crise et saigner à blanc les capacités nationales du peuple libanais et des autres peuples arabes. En bénéficient en premier lieu l'impérialisme, l'ennemi sioniste et la réaction arabe qui agissent secrètement ou à visage découvert pour aviver le feu de la guerre libanaise, la poursuivre et diviser le pays alors qu'Israël occupe toujours une partie du territoire libanais.

Face à cette situation dangereuse, toutes les forces patriotiques, en Algérie et dans les pays arabes, doivent se dresser contre les manœuvres impérialistes et sionistes, préserver l'arabité et l'indépendance du Liban, réaliser la plus large unité nationale pour sauver le Liban, le sortir de la tourmente de la violence destructrice, mettre un terme au séparatisme qui a précipité le peuple frère du Liban dans le désastre et unifier les efforts contre l'envahisseur israélien et ses suppôts.

PALESTINE :

SOUTENONS LE PEUPLE PALESTINIEN ET SA GLORIEUSE INTIFADHA

Malgré tous les procédés utilisés par l'ennemi sioniste pour réprimer, terroriser et tuer, l'Intifadha, dont la flamme a gardé toute sa force et sa vigueur, ne cesse de s'affermir jour après jour dans les territoires occupés.

Les autorités de Tel-Aviv ont échoué à vouloir l'engloutir, comme elles ont échoué à trouver une doubleure à l'Organisation de libération de la Palestine qui ne cesse de voir sa reconnaissance croître à l'échelle internationale, comme représentant du peuple palestinien. Cela, au point que, malgré ses manœuvres habituelles, Washington a été contraint de s'asseoir à la table des négociations avec l'OLP et l'ampleur de ces manœuvres a même diminué durant ces négociations.

D'un autre côté, l'Intifadha palestinienne a assis les fondations d'entraide pratique quotidienne entre toutes les fractions de la résistance dans la patrie occupée, ainsi qu'avec les forces démocratiques israéliennes. Cela accentue l'isolement du régime de Tel-Aviv, jugulant ses orientations les plus extrêmes et élargissant la base des partisans de la paix.

Renforçons notre solidarité avec le peuple Palestinien frère et soutenons son combat héroïque par tous les moyens, jusqu'à ce qu'il réalise son droit à disposer de lui-même.

CONFERENCE INTERNATIONALE SUR LE CAMBODGE :

JALON IMPORTANT DANS LE PROCESSUS DE PAIX

Ouverte en Juillet dernier, elle a marqué une étape importante dans la voie d'un règlement pacifique du conflit. La paix, une fois revenue, le peuple cambodgien pourra consacrer des ressources supplémentaires - aujourd'hui englouties par la guerre - à la reconstruction du pays.

La naissance, le 2 Décembre 1978, du Front Uni National pour le salut du Kampuchéa, et l'aide internationaliste du peuple vietnamien, ont permis de mettre fin à la tragédie que les Khmers Rouges ont fait vivre au peuple cambodgien (plus de 03 millions de morts et de disparus, régression économique et culturelle etc.)

Fermement attaché à la stabilité politique de son pays, le gouvernement du Kampuchéa proposa en Août 1987, un plan de paix articulé autour de la réconciliation nationale avec tous les groupes armés, et la formation d'une coalition gouvernementale, d'élections générales, du retrait rapide du contingent vietnamien parallèlement aux cessations des actions armées, contre le Cambodge, la tenue d'une conférence internationale qui garantirait la mise en oeuvre de tels accords etc. La tenue de celle-ci et les perspectives de paix qu'elle ouvre est une nouvelle preuve de la justesse du processus engagé ces dernières années dans l'arène internationale, à l'initiative de l'URSS, et qui privilégie la solution par des moyens pacifiques des conflits dits régionaux.

SOUDAN

Le 10 juillet 1989, notre parti a condamné le coup d'Etat militaire au Soudan et exprimé sa solidarité avec toutes les victimes de la répression. Il a exigé la libération de tous les détenus politiques et le retour au respect des libertés.

LA REVOLUTION DE 1789 : IL Y A 200 ANS

Le peuple français, et avec lui, tous les peuples et forces progressistes dans le monde, viennent de célébrer le bicentenaire de la révolution bourgeoise de 1789.

La bourgeoisie, alors classe révolutionnaire et ascendante dans la société, avait assis son pouvoir politique contre l'aristocratie. L'insurrection armée du peuple de Paris a permis la prise de la Bastille, prison où étaient jetés tous les opposants à la royauté, le 14 Juillet 1789.

Elle proclama la déclaration universelle des droits de l'Homme et sa devise était : Liberté-Egalité-Fraternité. Mais moins d'un demi-siècle plus tard, elle a été la première à bafouer ces nobles principes en soumettant par la force des pays entiers, dont le notre, au régime colonial d'exploitation et de pillage pour satisfaire ses intérêts de classe égoïstes.

(IV)

POUR DES LOIS CONFORMES A LA CONSTITUTION,
AUX ASPIRATIONS DE NOTRE PEUPLE
ET AUX BESOINS DE NOTRE PAYS

L'Assemblée Nationale a adopté au cours du mois de juillet les projets de lois sur les associations à caractère politique, sur l'information ainsi que le projet de loi électorale.

Ces textes étaient attendus car ils sont parmi les principaux instruments juridiques nécessaires à l'application de la Constitution du 23 février 1989.

La loi sur les associations à caractère politique a été promulguée le 5 juillet dernier. Cette loi a ouvert la voie à la légalisation de l'activité des partis politiques. Plusieurs d'entre eux, dont le PAPS, ont ainsi déjà déposé leur dossier d'agrément en ce sens.

Toutefois certaines dispositions négatives contenues dans le projet -notamment celles à caractère pénal- que de larges milieux démocratiques, dont notre parti, avaient réprochées, ont été maintenues.

C'est à la lumière de l'expérience concrète qu'il faudra préciser les modifications qu'il y a lieu d'apporter à la loi pour la rendre plus conforme à la nécessité de sauvegarder et renforcer le processus démocratique.

Les deux autre lois n'ont pas été promulguées.

Le quotidien "Echâab" annonce ce jour que le Président de la République a saisi le Conseil Constitutionnel pour ce qui est de la loi électorale et renvoyé en 2ème lecture à l'APN la loi sur l'information.

Ces deux textes comportaient déjà, lorsqu'ils étaient à l'état de projet, des articles franchement négatifs sur lesquels nous avons attiré l'attention dans le n°159 de notre organe central, "Saût El Cha'b", daté du 15 juin 1989. Pour le projet de loi sur l'information nous écrivions entre autres : "Des risques réels existent d'interprétation unilatérale, arbitraire et abusive de ces dispositions pouvant vider de son contenu ce projet de code"... nous proposons que soient renforcées toutes les dispositions assurant le droit à l'information et le respect des libertés d'expression comme des conditions essentielles de la démocratie".

A propos du projet de loi électorale, nous avons souligné l'importance du mode de scrutin en proposant, pour éviter "qu'on aboutisse à une nouvelle forme de monopolisme avec le vernis démocratique".... "le mode de scrutin proportionnel" et en nous fixant pour objectif immédiat d'agir "pour que la loi électorale adoptée se traduise dans les faits par la représentation la moins injuste possible".

Dans la version finale adoptée par l'APN certaines dispositions négatives contenues dans les projets ont été relativement atténuées (comme par exemple celle relative au mode de scrutin). D'autres ont parfois été aggravées. D'autres ont été rajoutées qui sont carrément contraires à la Constitution et aux exigences de la situation.

Ainsi dans la loi électorale les conditions posées pour être candidat à l'APN sont devenues plus restrictives encore. Outre le fait que les partis sont tenus de présenter un nombre précis de candidats par liste (1 fois et demi le nombre de sièges à pourvoir), que leur programme électoral soit impérativement adjoint à ces listes, etc.... il est dorénavant exigé par exemple que l'épouse du candidat député soit "algérienne d'origine".

Une telle disposition est contraire aux libertés fondamentales et aux droits démocratiques garantis par la Constitution à tous les citoyens algériens. Elle exclut de l'exercice du droit de se porter candidats beaucoup d'Algériens, de nombreux et éminents militants et personnalités politiques. La démocratie commande de juger un candidat sur son programme, sur les propositions de solution qu'il présente aux problèmes des masses et du pays et non sur la qualité de son épouse.

Dans la loi sur l'information, le caractère anti-démocratique de certaines dispositions du projet initial a été aggravé par un amendement qui impose aux nouveaux journaux de ne paraître qu'en langue nationale. Il s'agit là, en effet, d'une entrave à la liberté d'expression, au droit à l'information du citoyen qui doit avoir la possibilité de s'informer dans la langue de son choix. C'est une disposition contraire à la Constitution. Elle est en contradiction avec la loi sur les associations à caractère politique qui autorise les partis à éditer des journaux en langue étrangère. Par ailleurs, elle donne, dans les faits, le monopole de l'expression en langue française au FLN qui, lui, possède déjà des journaux qu'il édite dans cette langue.

L'opinion démocratique et de larges milieux patriotiques ont réagi en protestant contre de telles restrictions à l'exercice des droits nouveaux. Des interrogations et des inquiétudes se sont exprimées quant à la mise en oeuvre du processus démocratique. Notre parti s'y est associé et œuvre pour que s'engagent les procédures et actions appropriées en vue de mettre ces textes de loi en correspondance avec la Constitution, les aspirations de notre peuple et les besoins de notre pays. Cela agira en faveur de la sauvegarde et du renforcement du processus démocratique en cours.

(V)

**POUR PRESERVER L'INDEPENDANCE DU PAYS ET LE SAUVER DE
L'IMPASSE ECONOMIQUE ET DU CHAOS POLITIQUE,**

une seule voie :

L'ACTION UNIE DANS LA DEMOCRATIE

ALGERIENNES, ALGERIENS,

Que vous soyez ouvriers, paysans, chômeurs, cadres, petits commerçants ou artisans, étudiants ou lycéens, entrepreneurs ou industriels privés, vous vous interrogez sur l'avenir. L'inquiétude a gagné de nombreux citoyens, malgré les espoirs soulevés par le début des réformes politiques.

D'un côté le processus de démocratisation, les efforts pour la mise en place d'un Etat de droit, pour le redressement et la relance économiques et pour le règlement des problèmes sociaux ont été amorcés et se poursuivent.

D'un autre côté, l'environnement économique et politique international difficile, les problèmes socio-économiques compliqués que notre pays affronte, rendent la vie quotidienne de larges catégories sociales de plus en plus pénible.

Y a-t-il des solutions ? Certainement. Des propositions, dont celles du gouvernement, en ont énoncé certaines grandes lignes. La nouvelle Constitution peut en favoriser la réalisation quelles que soient les différences d'approches entre les courants politiques et idéologiques existant dans le pays.

Cela exige un minimum d'unité d'action, de mobilisation démocratique et consciente autour des objectifs d'intérêts communs. Des efforts méritoires ont été engagés en certaines occasions par différentes autorités et par certaines organisations politiques et sociales dont notre parti pour assurer un climat de dialogue pour la solution des conflits sociaux. Des débats intéressants ont commencé à s'engager entre différentes sensibilités politiques, dans un esprit de tolérance.

Mais d'autres faits laissent penser que le pays risque d'affronter des dangers de déstabilisation si toutes les forces patriotiques, au niveau populaire comme au niveau de l'Etat, ne réagissent pas d'urgence d'une façon lucide, énergique et responsable.

Nous sommes dans une phase où le pays a besoin de toute son autorité au plan international, où il a besoin de stabilité et de consolidation des larges alliances au sein des institutions et de la société toute entière.

UNION ET VIGILANCE

Nous assistons au cours des dernières semaines à une véritable action de déstabilisation menée à travers la flambée des prix des fruits, légumes, viandes, vêtements,...

Il faut noter aussi l'utilisation du mécontentement des jeunes, des citoyens, des travailleurs, par des forces hostiles à la démocratisation qui ont cherché à dévoyer leurs justes inquiétudes ou revendications : certaines grèves illimitées, l'opposition systématique entre travailleurs et cadres gestionnaires, l'utilisation de la violence pour s'opposer au renouvellement démocratique des organisations syndicales (comme à El Hadjar), des provocations visant à transformer des manifestations pacifiques de citoyens en émeutes.

C'est le moment où toutes sortes de rumeurs, fondées ou non, sont lancées dans tous les milieux comme à la veille d'octobre 88. On met en relief les luttes d'appareils à différents niveaux. D'autres rumeurs veulent répandre l'idée d'une grève générale de l'enseignement (à quelques semaines des examens !). En même temps, d'autres échecs suggèrent que notre pays ne pourra s'en sortir que grâce à un pouvoir "fort", c'est à dire, aux yeux de certains, capable d'engager la répression contre les masses populaires. Dans certains milieux, on veut à tout prix assimiler le processus de démocratisation à l'anarchie politique et à la paralysie économique.

Dans des publications diffusées anonymement, des faux grossiers ont été utilisés

contre des associations progressistes, comme l'association de lutte contre la torture. Des calomnies et des falsifications anti-communistes flagrantes ont été utilisées avec virulence dans la presse officielle, sans argumentation aucune.

En ce qui concerne les revendications sociales et l'usage du droit de grève, la position des communistes, dans les principes et dans les faits, est largement connue. Ils se prononcent fermement pour la solution des problèmes sociaux dans le cadre des possibilités économiques réelles. Cette position est conforme à l'intérêt national comme à celui des travailleurs. C'est ainsi qu'un très grand nombre de conflits ont pu être réglés d'une manière positive, avec le minimum de préjudice pour l'économie nationale et les citoyens : grâce au dialogue et à la concertation, à l'esprit de responsabilité des cadres et des travailleurs. Certains conflits ont abouti à de véritables plans de redressement des entreprises et à des volontariats des travailleurs. Malheureusement ces exemples ne bénéficient pas de la publicité souhaitable. Mais certains milieux continuent à attribuer systématiquement à des manœuvres communistes n'importe quel mouvement social, qu'il soit spontané ou manipulé par des forces hostiles à la démocratisation. Cela rejoint le procédé souvent utilisé dans notre pays et dans le monde capitaliste : gonfler l'influence des communistes pour effrayer, déformer leur action unitaire et constructive.

AGIR AVEC ESPRIT DE RESPONSABILITE

On doit s'interroger : où est dans tout cela l'intérêt du pays ? A qui tout cela peut-il profiter ?

Le PAGS s'adresse à tous les patriotes sincères et soucieux de l'intérêt national, y compris ceux qui sont très loin de nos positions politiques et idéologiques : il est grand temps de mesurer les dangers. Que les patriotes utilisent entre eux la critique franche et constructive, sans aucune complaisance. Mais qu'ils agissent ensemble autour des objectifs vitaux et d'intérêt commun.

Quelle est la force patriotique et progressiste qui voudrait prendre la lourde responsabilité de faire le premier pas vers l'engrenage d'affrontements stériles ? Quelle que soit la sensibilité politique ou idéologique dans un éventail très large, socialiste ou capitaliste libéral, islamiste ou berbériste, aucun patriote n'a le droit de mettre en un tel danger le sort de notre peuple !

C'est une illusion dangereuse de croire qu'une nouvelle explosion comme celle d'octobre 88, ou qu'un coup de force d'où qu'il vienne, ou que la répression massive peuvent débloquer durablement une situation. Il est salutaire d'en finir avec cette illusion.

Un mouvement populaire comme celui d'octobre a pu déboucher sur des prolongements positifs, seulement parce que les forces politiques les plus influentes et les plus lucides ont réussi à trouver le chemin d'un compromis unitaire, démocratique et réaliste. Ce compromis s'appuyait sur le besoin profond et objectif de démocratisation de notre société, sur les intérêts économiques généraux du pays et sur les intérêts concrets communs à différentes classes et couches sociales.

LA SEULE VOIE DE SALUT

Le pouvoir fort que la majorité de notre peuple souhaite, passe par la consolidation et l'élargissement des alliances démocratiques encore fragiles qui ont commencé à se nouer après les événements d'octobre. Le seul pouvoir fort, détenant une autorité réelle, sera celui qui sera capable d'apporter des solutions durables aux problèmes brûlants vécus par le pays, en appui sur la force du processus démocratique, sur la mobilisation, l'action et le niveau de conscience des masses populaires.

Pour le PAGS, la question des structures et des formes que doivent prendre les alliances a aussi son importance. Mais le plus important aujourd'hui est de créer sans attendre, grâce en particulier à la contribution de plus en plus consciente des travailleurs et des masses populaires, les meilleures conditions socio-politiques pour

l'édification et le succès de cette large alliance patriotique, de ce Front auquel notre peuple aspire et dont le pays a un besoin brûlant. Cela veut dire :

1.- Engager les actions communes et constructives, nécessaires pour apporter ensemble des solutions réalistes aux problèmes urgents qui assaillent notre peuple chaque jour.

Seule cette unité d'action peut assurer la vue d'ensemble et les capacités d'intervention diversifiées, nécessaires pour résoudre les problèmes qui se posent.

2.- Ouvrir davantage le dialogue constructif autour des solutions à court et à moyen termes, en faisant reculer les intolérances et l'aiguïsement artificiel des conflits idéologiques et des luttes d'appareils sans principe. Dresser en un mot le barrage pacifique des millions d'Algériens honnêtes contre la violence et le chaos.

3.- Opérer la jonction de la mobilisation démocratique des masses et de leurs organisations représentatives avec les orientations et les initiatives officielles les plus conformes à l'intérêt national.

LES OBJECTIFS DES ACTIONS COMMUNES NE MANQUENT PAS !

Ces objectifs peuvent être inscrits dans une plate-forme à définir par l'ensemble des forces intéressées au redressement de la situation du pays. Mais sans attendre, ils devraient être le champ de larges initiatives permettant d'utiliser les possibilités de la démocratisation et du mouvement associatif.

Parmi ces problèmes brûlants, le PAGS attire particulièrement l'attention sur le problème du pouvoir d'achat qui risque de s'aggraver dans les prochains mois et de devenir un redoutable goulot d'étranglement dans tous les domaines de la vie sociale et politique. Ce qui rend plus que jamais urgents :

1.- La démocratisation de la vie syndicale : les plus grands dégâts occasionnés à l'économie nationale, aux familles des travailleurs et à toute la population par les conflits sociaux, proviennent de l'absence et de l'insuffisance d'instances syndicales représentatives, en particulier des fédérations et syndicats de branche.

C'est un problème d'importance nationale : tous les patriotes doivent contribuer à sa solution positive si on veut créer les conditions -confirmées déjà par l'expérience- pour que les grèves, dernier recours des travailleurs, ne se fixent pas d'emblée une durée illimitée ou des objectifs irréalistes ou erronés.

2.- La prise en charge consciente par les travailleurs et l'ensemble de la population de la nécessité d'une austérité scientifiquement établie et équitablement répartie, en conformité avec les besoins du développement et de la justice sociale.

3.- Assurer une efficacité économique plus grande :

- en mettant plus rapidement et plus largement en discussion les orientations qui visent le développement des branches prioritaires et les rapports avec les multinationales pour permettre, dans les conditions les moins désavantageuses, l'insertion inévitable de notre économie dans la nouvelle division internationale du travail;
- en combattant fermement la spéculation et en encourageant le rôle du secteur capitaliste privé productif comme partenaire du secteur d'Etat.

Dans tous les domaines de la vie économique, sociale et culturelle, des efforts considérables devront être déployés. Ils seront plus assurés du succès si nous organisons la mobilisation d'une façon toujours plus unitaire et démocratique !

La dégradation de la situation n'est pas fatale. Le redressement est à la portée de notre peuple et de toutes ses forces conscientes.

C'est le message de notre parti à toutes les forces patriotiques.